

Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95300 PONTOISE

Pontoise, le 27 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 11 octobre 2023
Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PROTEC DECORS SAS
1 rue de la Fosse Cardon
ZI les Perruches
95350 SAINT BRICE SOUS FORET

Référence : ud95-2023-0797
Code AIOT : 0006506779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 octobre 2023 dans l'établissement PROTEC DECORS SAS implanté 1 rue de la Fosse Cardon - ZI les Perruches à SAINT BRICE SOUS FORET (95350). L'inspection a été annoncée le 14 septembre 2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PROTEC DECORS SAS
- 1 rue de la Fosse Cardon - ZI les Perruches - 95350 – SAINT BRICE SOUS FORET
- Code AIOT : 0006506779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PROTEC DECORS, implantée au 1 rue de la Fosse Cardon à SAINT BRICE SOUS FORET appartient au groupe PROTEC, spécialisé dans les traitements de surfaces de pièces métalliques (dépôt métallique, décochage, dégraissage, décapage, dépôt de peinture, contrôle non destructif) à destination de grands donneurs d'ordre industriels, notamment dans le domaine de la décoration, de l'aéronautique et de l'aérospatiale.

Le groupe dispose de 3 usines dans le Val d'Oise :

- un site à SAINT BRICE SOUS FORET ;
- un deuxième site est situé à BEZONS et réalise du traitement de surfaces de pièces pour l'aéronautique ; il est classé SEVESO seuil bas et IED ;

- un dernier site à FREPILLON depuis début 2023. Sur ce site classé à déclaration, l'exploitant réalise de la peinture sur des pièces de plus grandes dimensions.

Le site de SAINT BRICE SOUS FORET abrite deux entités juridiques :

- PROTEC DECORS, spécialisée dans le traitement de surface de décoration pour l'industrie du luxe ;
- PROTEC SERVICE INDUSTRIE, spécialisée dans le traitement de surface à destination de l'aéronautique et l'aérospatiale.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation du 07 octobre 1999, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 16 décembre 2008 et du 04 mai 2015.

Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3260, et 4120-2a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et du régime de la déclaration pour 2 autres rubriques.

L'établissement est classé SEVESO seuil bas et IED.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la visite d'inspection du 26 juin 2023 ;
- éléments de l'étude des dangers de 2021 ;
- visite généraliste de suivi de parc équipements sous pression (ESP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 26 juin 2023	Lettre préfectorale du 26 juillet 2023	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 6.III	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois
8	Habilitation du personnel pour les équipements ACAFR	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 11.III	/	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.	Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 54.A	/	Observation n°1
4	Analyse du compte rendu d'inspection périodique	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 17	/	Sans objet
5	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 15.I	/	Observation n°2
6	Analyse du compte rendu de requalification périodique	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 25	/	Sans objet
7	Vérification des échéances de La requalification périodique	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 18.I	/	Sans objet
9	Contrôle de la plaque d'identification des ESP	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.VI	/	Sans objet
10	Contrôle des accessoires de sécurité	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I	/	Sans objet
11	Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette	Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé 3 non-conformités et 2 observations. Une non-conformité est persistante depuis la dernière visite d'inspection en juin 2023 alors que le délai laissé à l'exploitant pour se remettre en conformité est dépassé. De ce fait, l'inspection propose à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 26 juin 2023

Référence réglementaire : Lettre préfectorale du 26 juillet 2023
Thème(s) : Autre, Suites de l'inspection du 26 juin 2023
Prescription contrôlée : <u>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 26 juin 2023</u> : L'exploitant n'est pas en mesure de prouver la bonne résolution de la non-conformité relevée lors du contrôle par thermographie datant du 02 juin 2022 contrairement à l'article 12 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 décembre 2008. Il est demandé à l'exploitant de transmettre la preuve de la résolution de celle-ci. <u>Non-conformité n° 2 de l'inspection du 26 juin 2023</u> : L'atelier de peinture ne répond pas aux exigences de comportement au feu qui lui sont prescrites par l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif à la rubrique 2940 de la réglementation ICPE. <u>Non-conformité n° 3 de l'inspection du 26 juin 2023</u> : L'exploitant n'est pas en capacité de prouver le bon fonctionnement à tout instant des deux détecteurs d'acide cyanhydrique positionnés dans le sous-sol du bâtiment, ces équipements pouvant concourir à la maîtrise des risques sur site.
Constats : <u>Non-conformité n° 1 de l'inspection du 26 juin 2023</u> : Par courriel du 12 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des installations par thermographie (Q19) réalisé par la société GROUPE DE PREVENTION du 7 au 9 juin 2023. L'unique non-conformité relevée dans le rapport Q19 de 2022 localisée dans l'atelier de polissage n'apparaît plus dans le rapport Q19 de 2023. Ainsi, l'exploitant a justifié qu'un suivi efficace est réalisé afin de résoudre les non-conformités relevées dans les rapports Q19. De ce fait, la non-conformité n° 1 relevée lors de l'inspection du 26 juin 2023 est donc soldée. <u>Non-conformité n° 2 de l'inspection du 26 juin 2023</u> : L'inspection a questionné, au cours de l'inspection, l'exploitant sur l'état d'avancement de la commande et de l'installation des portes coupe-feu manquantes afin de séparer l'atelier de peinture des ateliers de traitement de surfaces. L'exploitant a indiqué qu'il avait réalisé deux devis et que la commande allait bientôt être passée auprès du fournisseur. L'exploitant a déclaré que le délai de livraison/installation de la commande est de l'ordre de 6 à 8 semaines. Par courriel du 12 octobre 2023, l'exploitant a transmis les bons de commande des portes coupe-feu manquantes, datés du 12 octobre 2023, auprès de ses fournisseurs. L'exploitant a indiqué que, pour des raisons techniques d'exploitation, la mise en place de ces portes coupe-feu aurait lieu pendant l'arrêt annuel de fin d'année. Par son rapport du 26 juillet 2023, l'inspection a accordé un délai de deux mois à l'exploitant afin de se remettre en conformité sur ce point. L'échéance est aujourd'hui dépassée. De ce fait, la non-conformité n'est pas soldée et l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet du Val d'Oise de mettre en demeure l'exploitant de respecter, dans un délai de deux mois, l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif à la rubrique 2940 de la réglementation ICPE en installant l'ensemble des éléments de structure permettant de répondre aux exigences de comportement au feu de l'atelier de peinture imposés à l'article 2.4 susmentionné.

Non-conformité n° 3 de l'inspection du 26 juin 2023 :

Par courriel du 12 octobre 2023, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des détecteurs de gaz installés dans la station de détoxification. Cette vérification est datée du 13 janvier 2023 et a été réalisée par la société ADS DETECTION GAZ. Ce rapport conclut au bon fonctionnement des équipements.

De ce fait, la non-conformité n° 3 relevée lors de l'inspection du 26 juin 2023 est donc soldée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques.

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 04 octobre 2010, article 54.A
Thème(s) : Risques accidentels, Équipements et procédures concourant à la maîtrise des risques
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : -le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité et, notamment, l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ; -la tenue à jour des procédures ; -le test des procédures incident/accident ; -la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris, le cas échéant, du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : L'inspection a vérifié, lors de la visite du site, certains points détaillés dans l'étude des dangers datée de février 2021, à savoir : - 1 : la localisation et la bonne identification des points de pickage permettant une vidange des bains vers les cuves appropriées de la station de détoxification ; - 2 : la barrière de sécurité n° 1 «aspect différent des bains» décrite pour le scénario n° 1 : «mélange incompatible» ; - 3 : la barrière de sécurité n° 2 «check-list de contrôle avant ajout» décrite pour le scénario n° 1 : «mélange incompatible» ; - 4 : la barrière de sécurité n° 6 «Moyens d'intervention interne : système de détection incendie + présence d'extincteurs» décrite pour le scénario n° 2 : «incendie de l'atelier de dépôt». <u>1 : Points de pickage</u> L'inspection a constaté que les points de pickage (acide, base ou cyanuré) sont identifiés par une étiquette à proximité de ceux-ci afin d'éviter la vidange d'un bain dans un point de pickage non approprié. Néanmoins, l'inspection a fait remarquer à l'exploitant que les tuyaux et le bouchon du point de pickage eux-mêmes pourraient être identifiés avec la couleur appropriée au produit qu'il peut contenir (vert pour les cyanurés, rouge pour les acides, etc, ...) afin de limiter plus efficacement le risque d'erreur. L'inspection a constaté que suite à la substitution du chrome VI, les points de pickage chromiques sont désormais utilisés pour les produits acides et sont bien identifiés pour les produits acides. L'inspection constate que les éléments vus sur site sont cohérents avec les éléments contenus dans l'étude des dangers. <u>2 : barrière de sécurité n°1 « aspect différent des bains » pour le scénario n°1 : « mélange incompatible »</u> L'exploitant indique, dans son étude des dangers, que le risque pour un personnel formé et expérimenté d'introduire un produit acide dans un bain cyanuré est limité du fait de la couleur

différente des bains. En effet, l'inspection a constaté que le bain cyanuré (identifié comme le plus dangereux dans l'EDD) est vert alors que le bain d'acide à proximité est incolore. Un personnel correctement formé et expérimenté pourrait éviter un mélange incompatible en constatant la différence de couleur des bains avant ajout de produit. Par ailleurs, les bains sont correctement identifiés et étiquetés en fonction des familles chimiques.

3 : barrière de sécurité n° 2 «check-list de contrôle avant ajout» pour le scénario n° 1 : «mélange incompatible»

L'inspection a demandé à l'exploitant de lui présenter la check-list indiquée dans son étude des dangers. Ce document est édité par le laboratoire qui réalise l'analyse des bains en interne, situé sur le site de BEZONS. Il indique les quantités à rajouter en fonction des produits. Sur ce document est correctement identifié le bain qui doit être complété (numéro d'identification, produit contenu et pictogramme d'identification). La fiche présentée était imprimée en noir et blanc. L'inspection a fait remarquer à l'exploitant qu'il serait judicieux d'imprimer cette fiche en couleur afin que l'opérateur puisse identifier directement que la couleur du pictogramme d'identification du bain est la même entre la fiche et le bain à compléter.

L'objectif de l'inspection était de vérifier la mise en pratique et l'indépendance des barrières de sécurité n° 1 et n° 2. L'inspection constate que ces deux barrières de sécurité n° 1 et n° 2 identifiées par l'exploitant sont bien indépendantes et peuvent donc être comptabilisées comme des MMR dans l'étude des dangers, avec la décote en probabilité associée.

4 : barrière de sécurité n° 6 «Moyens d'intervention interne : système de détection incendie + présence d'extincteurs» pour le scénario n° 2 : «incendie de l'atelier de dépôt»

L'exploitant décrit, dans son étude des dangers, qu'en période d'activité, lors du déclenchement de la détection incendie, le personnel va intervenir pour éteindre à l'aide d'un extincteur le départ de feu avec un temps de réponse de quelques minutes.

Lors de la visite, l'inspection a questionné un opérateur, sélectionné au hasard, sur les actions à réaliser en cas de déclenchement de la détection incendie. L'opérateur a indiqué spontanément que la priorité était de faire évacuer le personnel de l'atelier puis, dans un second temps, d'essayer d'éteindre le feu avec un extincteur approprié. L'opérateur a déclaré qu'il se sentait à l'aise avec l'utilisation d'un extincteur, la dernière formation ayant eu lieu quelques mois auparavant. L'inspection constate que l'opérateur a bien identifié qu'il avait un rôle à jouer dans cette mesure de maîtrise des risques.

Néanmoins, l'inspection constate que l'opérateur interrogé aurait potentiellement deux missions en parallèle : la mission de serre-file ou guide-file, ainsi que la mission d'attaquer le feu à l'extincteur. Conformément au niveau de confiance de 1 associé à la MMR, l'exploitant doit s'assurer que la mise en échec de la MMR ne puisse avoir lieu qu'une fois tous les 10 déclenchements.

De ce fait, l'inspection considère que la MMR est acceptable, si l'exploitant s'assure que la cinétique d'intervention de l'opérateur équipé d'un extincteur est cohérente par rapport à un départ de feu généralisé.

Observation n° 1 : L'exploitant doit s'assurer que la cinétique d'intervention de l'opérateur équipé d'un extincteur est en adéquation avec la cinétique d'un départ de feu généralisé. Pour cela, il est demandé que l'exploitant définisse les opérateurs guide-file, serre-file et en charge de l'extinction afin de limiter au maximum qu'un opérateur soit impliqué dans deux tâches différentes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 5 octobre 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection la liste des équipements sous pression (ESP) présents sur son site.</p> <p>Lors de la visite, il a été demandé à l'exploitant de revoir la mise en forme de cette liste en indiquant un seul équipement par ligne, en reprenant les dénominations «inspection périodique» et «requalification périodique», et en indiquant sur cette liste uniquement les équipements dont il est propriétaire.</p> <p>Suite aux remarques faites lors de l'inspection concernant la clarté de cette liste, l'exploitant a transmis une liste mise à jour par courriel du 12 octobre 2023.</p> <p>L'ensemble des données attendues et exigibles par la réglementation ne sont pas présentes sur cette liste.</p> <p>En effet, l'exploitant ne précise pas le type d'équipement (ACAFR, récipient gaz, générateur de vapeur, etc, ...), le régime de surveillance (avec ou sans plan d'inspection).</p> <p>Par ailleurs, il pourrait être intéressant d'ajouter une colonne sur l'état d'activité de l'équipement, à savoir : en activité, à l'arrêt ou au chômage.</p> <p>L'exploitant a questionné l'inspection sur la nécessité de répertorier l'ensemble des extincteurs ainsi que les appareils de protection respiratoire isolants. L'inspection a rappelé que seuls les équipements fixes doivent figurer dans la liste des ESP et que les équipements en question sont des équipements transportables.</p> <p>Ainsi, l'exploitant dispose de 4 équipements sous pression sur son site dont il est le propriétaire ; il s'agit de 4 autoclaves fonctionnant avec de la soude.</p> <p>Pour la suite de la visite, l'inspection a choisi, par sondage, de s'intéresser aux ESP suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- autoclave n° 6548/1 ;- autoclave n° 6548/4. <p>Les caractéristiques techniques de ces équipements sont jointes en annexe I du présent rapport.</p> <p>Un exemple de liste des ESP remplissant toutes les exigences réglementaires est joint en annexe II.</p>

Non-conformité n° ESP-1 : L'exploitant a présenté une liste des ESP incomplète par rapport aux éléments attendus. Ceux-ci sont détaillés à l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Il est demandé à l'exploitant de compléter sa liste des ESP avec les éléments manquants et notamment le type d'équipement et son régime de surveillance.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Analyse du compte-rendu d'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire inspection périodique
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique est réalisée : - pour les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide, les générateurs de vapeur exploités sans présence humaine permanente, et pour les équipements revêtus intérieurement et/ou extérieurement non mis à nu, par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ; - pour les autres équipements, sous la responsabilité de l'exploitant, par une personne compétente désignée à cet effet. Cette personne peut être récusée par l'autorité administrative compétente si cette dernière estime qu'elle ne satisfait pas à cette condition. II. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente établit un compte-rendu de l'inspection périodique, daté et signé par la personne ayant réalisé l'inspection périodique, mentionnant les résultats de tous les essais et contrôles qui ont été effectués. III. - Le compte rendu est transmis à l'exploitant. Lorsqu'il comporte une ou plusieurs observations, l'exploitant contresigne le compte-rendu. Lorsqu'une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, la remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. L'organisme habilité émet un nouveau compte-rendu prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection périodique.
Constats : <u>Pour l'autoclave n° 6548/1 :</u> L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu d'inspection périodique daté du 19 juillet 2023 ; l'inspection a été réalisée par l'organisme habilité APAVE. Le compte-rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté. Le compte-rendu conclut que l'équipement peut être maintenu en activité jusqu'à la prochaine inspection périodique prévue en 2025. <u>Pour l'autoclave n° 6548/4 :</u> L'exploitant a présenté le dernier compte-rendu d'inspection périodique daté du 05 juillet 2021 ; l'inspection a été réalisée par l'organisme habilité APAVE. Le compte-rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté. L'exploitant n'a pas respecté l'échéance de l'inspection périodique qui devait être réalisée au plus tard le 05 juillet 2023. Cette non-conformité est reprise et détaillée au point de contrôle n° 5 : vérification des échéances de l'inspection périodique. La prescription contrôlée est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire inspection périodique
Prescription contrôlée : <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées, selon le cas, à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles.</p> <p>La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
Constats : <p>Les échéances de vérification périodique des deux autoclaves vérifiées par sondage sont fixées à 2 ans par l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. En effet, ces ESP sont des ACAFR (Appareils à Couvercle Automatique et à Fermeture Rapide).</p> <p><u>Pour l'autoclave n° 6548/1 :</u></p> <p>La dernière inspection périodique de l'équipement est datée du 19 juillet 2023 et la précédente du 05 juillet 2021. Ainsi, la prochaine inspection périodique de l'équipement doit avoir lieu au plus tard le 19 juillet 2025.</p> <p>L'exploitant respecte les échéances des inspections périodiques pour cet équipement.</p> <p><u>Pour l'autoclave n° 6548/4 :</u></p> <p>La dernière inspection périodique de l'équipement est datée du 05 juillet 2021 et la précédente du 12 juillet 2019. Ainsi, l'exploitant aurait dû prévoir une inspection périodique de l'équipement avant le 05 juillet 2023.</p>

<p>L'exploitant a indiqué que l'autoclave n° 6548/4 n'est plus en fonctionnement ; en effet, l'exploitant l'a mis en quarantaine suite à un défaut du système de chauffage. De ce fait, l'exploitant a indiqué qu'il pensait que l'inspection périodique de son équipement n'était pas nécessaire. Néanmoins, l'inspection rappelle à l'exploitant les dispositions suivantes de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression : <i>« En cas de chômage des installations, l'exploitant prend toutes les dispositions de conservation nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de celui-ci, conformément à un guide approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle. Sous réserve du respect de ces dispositions, la période de chômage n'est pas prise en compte pour déterminer les échéances des opérations de contrôle. Dans le cas contraire, la remise en service est subordonnée au résultat favorable d'une inspection périodique si son échéance est dépassée, ou d'une requalification périodique si son échéance est dépassée. »</i></p> <p>Ainsi, si l'autoclave n° 6548/4 n'est pas déclaré au chômage conformément au guide GCE 2021-01 rév. 0, sa remise en service sera subordonnée à la réalisation des contrôles réglementaires si leurs échéances sont dépassées.</p>
<p>Observation n° 2 : L'exploitant devra s'assurer du respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression en cas de remise en service de cet équipement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Analyse du compte rendu de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire requalification périodique
Prescription contrôlée : <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement(s) concerné(s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique.</p> <p>Sont joints à cette attestation le compte-rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération.</p> <p>Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none">-d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou, le cas échéant, du marquage correspondant ;-dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
Constats : <p><u>Pour l'autoclave n° 6548/1 :</u></p> <p>L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique daté du 30 juin 2017. La requalification a été réalisée par la société APAVE. Le compte-rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté.</p> <p>Le compte-rendu conclut que la requalification de l'équipement est satisfaisante et que celui-ci peut être maintenu en activité.</p>

Pour l'autoclave n° 6548/4 :

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique daté du 30 juin 2017. La requalification a été réalisée par la société APAVE. Le compte-rendu ne fait pas apparaître d'incohérences par rapport aux caractéristiques de l'équipement inspecté.

Le compte rendu conclut que la requalification de l'équipement est satisfaisante et que celui-ci peut être maintenu en activité.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 18.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire requalification périodique
Prescription contrôlée : <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none">- deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ;- trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ;- six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ;- six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication, selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ;- six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ;- dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
Constats : <p>L'inspection a demandé à l'exploitant des compléments afin de vérifier la périodicité réglementaire de la requalification périodique des autoclaves. L'exploitant indique que la périodicité de requalification périodique retenue est de 10 ans. Par courriel du 24 octobre 2023, l'exploitant a transmis le dossier technique des autoclaves ainsi que la fiche de données de sécurité (FDS) du fluide utilisé à l'intérieur de celles-ci, à savoir la soude à 30,5 %.</p> <p>L'inspection constate que le dossier technique indique que les autoclaves sont en acier inoxydable et sont donc peu concernées par la corrosion. Par ailleurs, la FDS de la soude à 30,5 % ne met pas en évidence une toxicité importante nécessitant une périodicité de requalification périodique réduite à 6 ans.</p> <p>L'inspection estime que la périodicité retenue par l'exploitant pour la requalification périodique, à savoir 10 ans, est conforme à la réglementation ESP.</p>

Pour l'autoclave n° 6548/1 :

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique datée du 30 juin 2017. La requalification a été réalisée par la société APAVE. L'exploitant a indiqué avoir réalisé la requalification périodique 10 ans après la fabrication de l'équipement. Celui-ci a été fabriqué en 2007 et installé sur site en 2011.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la périodicité maximale de requalification périodique. L'échéance maximale pour la prochaine requalification périodique est fixée au 30 juin 2027.

Pour l'autoclave n° 6548/4 :

L'exploitant a présenté l'attestation de requalification périodique datée du 30 juin 2017. La requalification a été réalisée par la société APAVE. L'exploitant a indiqué avoir réalisé la requalification périodique 10 ans après la fabrication de l'équipement. Celui-ci a été fabriqué en 2007 et installé sur site en 2011.

L'inspection constate que l'exploitant respecte la périodicité maximale de requalification périodique. L'échéance maximale pour la prochaine requalification périodique est fixée au 30 juin 2027.

La prescription contrôlée est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Habilitation du personnel pour les équipements ACAFR

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 11.III
Thème(s) : Risques accidentels, Habilitation du personnel
Prescription contrôlée : III. - Selon le cas, l'organisme habilité ou la personne compétente constate le respect des dispositions prévues par les articles R. 557-9-1 à R. 557-9-10 du code de l'environnement et s'assure en particulier : <ul style="list-style-type: none">- de l'absence d'endommagement de l'équipement au cours de son transport ;- de la présence et de la capacité à fonctionner des accessoires de sécurité prévus par le fabricant, ainsi que leur adéquation s'ils n'ont pas été évalués avec l'équipement par le fabricant ;- les dispositions prises pour protéger le personnel des émissions dangereuses susceptibles d'être rejetées par les accessoires de sécurité ;- de l'existence du dossier d'exploitation défini par l'article 6 ;- du respect des dispositions de la notice d'instructions. Ce contrôle porte en outre, selon la nature de l'équipement, sur les points suivants : [...] b) Appareil à couvercle amovible à fermeture rapide ; <ul style="list-style-type: none">- l'existence de consignes de sécurité affichées à proximité de cet appareil ;- l'existence d'une habilitation par l'exploitant du personnel en charge de l'exploitation ; [...].
Constats : L'exploitant a transmis, par courriel du 12 octobre 2023, les consignes affichées à l'entrée du local contenant les autoclaves. Celle-ci met correctement en évidence les consignes de sécurité et identifie deux opérateurs comme étant habilités à utiliser les équipements. L'exploitant n'a pas fourni de preuve d'habilitation des-dits opérateurs. Non-conformité n° ESP-2 : L'exploitant n'a pas présenté de certificat d'habilitation pour les opérateurs en charge de l'exploitation des autoclaves, conformément à l'article 11.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Contrôle de la plaque d'identification des ESP

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.VI
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté et, le cas échéant, par la notice d'instructions.
Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que deux autoclaves sur quatre étaient en fonctionnement, empêchant l'inspection de se rapprocher des équipements. Les autoclaves sont installés à l'étage dans un endroit isolé entouré de vitres. Un système de sécurité coupe l'alimentation des autoclaves en cas d'ouverture de la porte d'accès au local. L'inspection a constaté à travers la vitre que les équipements semblent en bon état. Néanmoins, malgré le fait que l'Inspection de l'environnement ait prévenu, avant la visite, que l'inspection porterait en partie sur les autoclaves, l'Inspection n'a pas pu accéder au local car un cycle de 24 h était lancé. L'exploitant a indiqué qu'il avait demandé aux opérateurs d'attendre le passage de l'inspection avant de lancer le cycle de 24 h. L'exploitant a transmis, par courriel du 12 octobre 2023, les photos des plaques d'identification des 4 autoclaves et des 2 soupapes en place. Ces photos sont plus ou moins lisibles et ne permettent pas d'identifier aisément l'ensemble des éléments exigibles. L'accès aux équipements n'a pas été possible. L'inspection n'a donc pas pu vérifier le bon état visuel des équipements, la présence des plaques d'identification et les marquages figurant sur celles-ci. Ces points seront vérifiés lors de la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Contrôle des accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : <p>I. - Lorsque, dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété, si nécessaire, par un dispositif de contrôle.</p> <p>A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>Si les assemblages sont permanents :</p> <ul style="list-style-type: none">- ils sont réalisés selon les dispositions du point 3.1.2 de l'annexe I de la directive 2014/68/UE susvisée ;- ils font l'objet au minimum d'un examen visuel et, en tant que de besoin, d'essais non destructifs adaptés en nature et étendue, et mis en œuvre selon les dispositions du point 3.1.3 de l'annexe 1 de la directive 2014/68/UE susvisée. <p>Si les assemblages sont de type non permanent, les joints utilisés sont adaptés au processus industriel et aux produits mis en œuvre.</p> <p>L'étanchéité de ces assemblages est vérifiée au plus tard lors de la mise en service et constatée lorsque le processus industriel est devenu opérationnel, et après toute intervention susceptible d'affecter ces assemblages.</p>
Constats : <p>Les comptes-rendus d'inspection périodique des autoclaves mentionnent la présence d'accessoire de sécurité, à savoir une soupape par autoclave.</p> <p><u>Pour l'autoclave n° 6548/1 :</u></p> <p>La dernière inspection périodique de l'équipement datant du 19 juillet 2023 met en évidence que la soupape est dans un état satisfaisant.</p> <p>La valeur de réglage de la soupape est de 15 bar, ce qui correspond à la pression maximale admissible par l'ESP associé.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée pour cet équipement.</p> <p><u>Pour l'autoclave n° 6548/4 :</u></p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé l'inspection périodique et la vérification périodique de l'équipement de sécurité.</p> <p>L'exploitant devra tenir compte de l'observation n°2 figurant à la fiche n°5 précédente portant sur les dispositions à prendre en cas d'arrêt d'un équipement.</p>
Type de suites proposées : Sans suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Contrôle du marquage par poinçon et par étiquette

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 20 novembre 2017, article 3.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements
Prescription contrôlée : En cas de succès de la requalification périodique d'un équipement, autre qu'une tuyauterie, l'organisme habilité, suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté, appose, au voisinage des marques réglementaires préexistantes, la date de la dernière opération de requalification périodique suivie de la marque dite à "tête de cheval". Le marquage est effectué directement sur le corps de l'équipement ou, si cette apposition est susceptible d'altérer le niveau de sécurité de l'équipement, par tout autre moyen inaltérable jusqu'à la prochaine requalification selon des modalités définies par le ministre chargé de la sécurité industrielle. [...]
Constats : Le contrôle du marquage par poinçon n'a pas pu être vérifié car l'accès au local n'a pas pu être possible (Cf . Point de contrôle n° 9 : contrôle de la plaque d'identification des ESP). Ce point sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Annexe I : Caractéristiques techniques des ESP contrôlés

VERIFICATION PERIODIQUES : DETAIL

N°	Site	Date des vérifications	Équipement concerné	Vérification/Requalification					Pilote	REFERENCE DERNIER RAPPORT	Précédente vérification			VALIDITE
				Prestataire	Périodicité	Réglementation	Exigence Procédure/référentiel	Type			DERNIERE VERIFICATION	PLAN D'ACTION	AVANCEMENT DU PLAN D'ACTION	PROCHAINE VERIFICATION
11	38	Équipements sous pression	Extincteurs fixes ou mobiles	Eco Sécurité Incendie	Annuel	ESP	84	Vérification	HSE	Rapport du 16/11/2022	16/11/2022	Conforme	Remplacement de 2 extincteurs (BL103214)	16/11/2023
25	38	Équipements sous pression fixes ou mobiles à pression simple	Extincteurs fixes ou mobiles	Eco Sécurité Incendie	Annuel	ESP	C env , art R 557-9-1, R 557-14-1 Arr 20 novembre 2017, art 2	Vérification	HSE	Rapport du 16/11/2022	16/11/2022	Conforme	Remplacement de 2 extincteurs (BL103214)	16/11/2023
26	38	Équipements sous pression fixes ou mobiles à pression simple	Extincteurs fixes ou mobiles	Eco Sécurité Incendie	Avant la 1 ^{re} mise en service de l'équipement	ESP	Arr 20 novembre 2017, art 7, 10, 11, 34	Mise en service	HSE	Rapport du 16/11/2022	16/11/2022	Conforme	Remplacement de 2 extincteurs (BL103214)	16/11/2023
27	38	Équipements sous pression fixes ou mobiles à pression simple	Extincteurs fixes ou mobiles	Eco Sécurité Incendie	Annuel	ESP	C env , art R 557-14-4 Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 14, 15, 16, 17 C env , art R 557-14-4 Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 13, 34	Vérification	HSE	Rapport du 16/11/2022	16/11/2022	Conforme	Remplacement de 2 extincteurs (BL103214)	16/11/2023
28	38	Équipements sous pression mobiles	Extincteurs fixes ou mobiles	Eco Sécurité Incendie	Annuel	ESP	Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 14, 15, 16, 17	Vérification	HSE	Rapport du 16/11/2022	16/11/2022	Conforme	Remplacement de 2 extincteurs (BL103214)	16/11/2023
29	38	Équipements sous pression fixes ou mobiles à pression simple	Cuve d'air comprimé 900L	SUDAC	Annuel	ESP	C env , art R 557-9-1, R 557-14-1 Arr 20 novembre 2017, art 2	Vérification	HSE	Rapport n°100867	28/04/2023	Remplacement purge		28/04/2024
30	38	Équipements sous pression requelification	Cuve d'air comprimé 900L	SUDAC	10 ans	ESP	C env , art R 557-14-4 Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 13, 25, 34	Requalification	HSE	Rapport n°100867	13/12/2019	Conforme		13/12/2029
31	38	Équipements sous pression fixes ou mobiles à pression simple	Cuve d'air comprimé 900L	SUDAC	à réparation ou	ESP	C env , art R 557-32, R 557-9-5 Arr 20 novembre 2017, art 26 Arr 20 novembre 2017, art 26, 27, 28, 30, 34 Directive 2014/68/UE, 15 05 2014, annexe 1 (point 3.2) Arr 20 novembre 2017, art 26, 27, 28, 30	Après réparation	HSE	Non applicable				
32	38	Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide	Autoclave N°6548/1; 6548/2; 6548/3; 6548/4	APAVE	Avant la 1 ^{re} mise en service de l'équipement	ESP	Arr 20 novembre 2017, art 7, 10, 11, 34	Mise en service	HSE	Rapport n°1141029	12/08/2011	Conforme		Non applicable
33	38	Équipements sous pression Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide	Autoclave N°6548/1; 6548/2; 6548/3; 6548/4	APAVE	2 ans	ESP	Arr 20 novembre 2017, art 18 C env , art R 557-14-4 Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 13, 14, 15, 16, 17 Circ 6 mars 2006	Vérification	HSE	Rapport n°360705; 360706; 36	19/07/2023	Conforme Pas de vérification de l'autoclave 6548/4 car en quarantaine (pas de système de chauffage)	Prévoir une vérification pour l'autoclave n°6548	19/07/2025
34	38	Équipements sous pression Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide	Autoclave N°6548/1; 6548/2; 6548/3; 6548/4	APAVE	à réparation ou	ESP	Arr 20 novembre 2017, art 26, 27, 28, 30 Directive 2014/68/ UE, 15 05 2014, annexe1 (point 3.2) Arr 20 novembre 2017, art 26, 27, 28, 30	Après réparation	HSE	Non applicable				
35	38	Équipements sous pression Appareils à couvercle amovible à fermeture rapide requelification	Autoclave N°6548/1; 6548/2; 6548/3; 6548/4	APAVE	10 ans	ESP	C env , art R 557-14-4 Arr 20 novembre 2017, art 2, 6, 13, 14, 15, 16, 17, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 34	Requalification	HSE	Rapport n°360705; 360706; 36	19/07/2023	Conforme		15/07/2033
78	38	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE DESTINÉS À DES INTERVENTIONS D'URGENCE OU À DES ÉVACUATIONS	Appareils de protection respiratoire isolant	Eco Sécurité Incendie	Annuel	ESP	C trav , art R 4323-99, R 4721-12 Arr 19 03 1993, art 1, 2	Vérification	HSE	BL 98388	15/09/2022	Conforme		15/09/2023
109	38	INCENDIE installations automatiques à gaz	Bouteille d'azote BOL	CHUSE	10 ans	ESP	Arr 20 11 2017, art 18	Requalification	HSE	220623.01	26/06/2023	Remplacement	100%	26/06/2033
110	38	EQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE DESTINÉS À DES INTERVENTIONS D'URGENCE OU À DES ÉVACUATIONS	Appareils de protection respiratoire isolant	Eco Sécurité Incendie	10 ans	ESP	C trav , art R 4323-99, R 4721-12 Arr 19 03 1993, art 1, 2	Requalification	HSE	BL 98388	15/09/2022	Conforme		15/09/2032

Annexe II : Exemple de liste ESP reprenant l'ensemble des éléments exigibles

Réf équipement	N° const.	Constructeur	Type ESP	Année	PS (bar)	V (litre) ou DN	PsxV ou PSxDN	Régime de fabrication	Régime de surveillance	Soumis à DMS/CMS	Dernière IP	Dernière RP	Prochaine IP	Prochaine RP
Chaudière BABCOCK	3902	BABCOCK	Chaudière tubes d'eau	1974	25	45865	1146625	DM26	AQUAP 2005/01	oui	18/12/15	12/06/17	12/06/19	12/06/27
Réservoir SIAP	W4507	SIAP	réservoir	2008	11	90	990	CE 87-404	AM 20/11/17 Chap II	non	31/08/13	16/12/16	16/12/20	16/12/26
Réservoir PAUCHARD	2340-2	PAUCHARD	Réservoir air choc	2002	12	50	600	CE 97/23 (cat IV)	AM 20/11/17 Chap II	non	01/04/15	11/04/12	01/04/19	11/04/22
Tuyauterie Z401	Z401	HONORE	Tuyauterie CO2	2008	28	260	7280	CE 97/23 (cat III)	Prog. n°A1	oui	15/01/15	05/01/18	05/01/21	05/01/28

Mentions requises - Bonnes pratiques